

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente et unième session
Voronège (Fédération de Russie), 16-18 mai 2018
Annexe web au document ERC/18/2: Une agriculture et des systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale face au changement climatique

La présente note contient des renseignements détaillés complémentaires sur le document d'information ERC/18/2, «Une agriculture et des systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale face au changement climatique», qui a été élaboré pour la trente et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe et comprend trois sections:

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. Engagements et initiatives internationaux des pays d'Europe et d'Asie centrale et opportunités qui en découlent	2
II. Contribution de l'agroécologie à la réalisation de plusieurs cibles et objectifs de développement durable	4
III. Quelques exemples de la diversité des initiatives agroécologiques dans la région Europe et Asie centrale.....	8

I. Engagements et initiatives internationaux des pays d'Europe et d'Asie centrale et opportunités qui en découlent

On trouvera ci-après une brève description de divers engagements et initiatives internationaux des pays d'Europe et d'Asie centrale. Ces engagements et initiatives internationaux fournissent un cadre et des perspectives qui renforcent la collaboration entre les pays d'Europe et d'Asie centrale et au-delà et offrent des possibilités d'accélérer la transition vers une agriculture et des systèmes alimentaires durables et résilients. Il s'agit notamment de:

1. L'Accord de Paris sur les changements climatiques (2015), dont les Parties reconnaissent, dans son préambule, «la priorité fondamentale consistant à protéger la sécurité alimentaire et à venir à bout de la faim, et la vulnérabilité particulière des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes des changements climatiques». En décembre 2017 à Bonn, les participants à la vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23) sont parvenus à un accord sur l'agriculture en créant un processus appelé **l'initiative de collaboration sur l'agriculture de Koronivia**.¹ Au niveau national, les pays sont guidés par leurs **contributions déterminées au niveau national** (CND), que les parties ont soumises avant la COP21 au titre des contributions prévues. À la fin de novembre 2017, 174 des 197 Parties avaient déjà soumis leurs CND au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Dans la région Europe et Asie centrale, 54 pays ont ratifié l'Accord de Paris, y compris l'Union européenne. D'après une analyse de la FAO, en Europe et en Asie centrale, 19 pays, ainsi que les 28 membres de l'Union européenne, ont fixé des objectifs d'atténuation pour le secteur agricole, et 12 pays indiquent que ce secteur est une priorité dans leurs objectifs d'adaptation^{2,3}.
2. À la COP21, il a été décidé de mettre en place un dialogue de facilitation entre les parties, le **Dialogue de Talanoa**⁴, pour faire le point sur les efforts collectifs déployés pour progresser dans la réalisation de l'objectif à long terme visé au paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord de Paris et contribuer à l'établissement des contributions déterminées au niveau national conformément au paragraphe 8 de l'article 4 de l'accord en question (décision 1/CP.21, par. 20).
3. Les participants de la COP22 ont décidé d'élaborer un «**Plan d'action pour le parité hommes-femmes**» afin de renforcer le rôle des femmes dans l'action climatique⁵.
4. La **Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition** (2016-2025) et l'initiative FAO/Organisation mondiale de la santé intitulée «**Les systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine en Europe et en Asie centrale**»⁶ constituent un cadre approprié qui aide les pays à agir de manière coordonnée. L'adoption d'une approche axée sur les systèmes alimentaires dans ce contexte donne la possibilité de réorienter les politiques afin de mieux intégrer les objectifs en matière de nutrition et de santé

¹ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), 2017:

http://unfccc.int/files/meetings/bonn_nov_2017/application/pdf/cp23_auv_agri.pdf.

² FAO, 2016. The Agriculture Sectors in the Intended Nationally Determined Contributions: Analysis, Rome, Italy.

<http://www.fao.org/3/a-i5687e.pdf>.

³ FAO, 2017. Accord de Paris entre les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques: en quoi les engagements au titre des contributions prévues déterminées au niveau national/contributions déterminées au niveau national concernent-ils les maladies transfrontalières? Quelle incidence ont-ils sur le financement des travaux dans le domaine du climat?

<http://www.fao.org/3/a-mu356e.pdf>

⁴ UNFCCC, 2018. http://unfccc.int/focus/talanoa_dialogue/items/10265.php

⁵ UNFCCC 2017. <https://cop23.com.fj/cop23-presidency-announces-first-gender-action-plan-highlights-role-women-climate-action/>

⁶ FAO, 2017. <http://www.fao.org/europe/events/detail-events/en/c/1034293/>

et de veiller à ce que chacun puisse accéder à des régimes alimentaires sains. Il s'agit notamment des politiques qui auront une incidence positive sur les «environnements alimentaires»⁷ et viendront à l'appui de l'éducation nutritionnelle. Il serait bon également de développer des marchés locaux et des circuits de vente au détail qui garantiront des revenus décents aux producteurs agricoles et offriront aux consommateurs une nutrition de qualité à des prix abordables.

5. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la **Décennie internationale de l'agriculture familiale 2019-2028**⁸. Cette décennie, qui vise à servir de cadre pour promouvoir de meilleures politiques publiques concernant l'agriculture familiale, offre une occasion exceptionnelle de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Elle donne également la possibilité de réaliser une transition agroécologique et d'encourager les pays d'Europe et d'Asie centrale à coopérer pour mettre en œuvre des politiques publiques nouvelles et améliorées en faveur de l'agriculture familiale afin de créer et de maintenir des emplois dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes ruraux. Cette mutation est particulièrement importante pour le Caucase, l'Asie centrale, les Balkans et l'Europe de l'Est.
6. **La révision en cours de la politique agricole commune de l'Union européenne**⁹ est l'occasion d'adopter une approche plus large de l'agriculture et des systèmes alimentaires durables et d'intégrer davantage de dimensions environnementales, nutritionnelles, sanitaires et sociales. Une grande majorité des répondants à la consultation de l'Union européenne sur la réforme de la politique agricole commune, qui incluaient des producteurs agricoles (64 pour cent) et des producteurs non agricoles (92 pour cent), ont convenu que la politique agricole devrait avoir plus d'effets bénéfiques sur l'environnement et le changement climatique¹⁰.
7. Le **Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité**¹¹ sont une bonne base pour fixer des objectifs nationaux et renforcer les activités de conservation de la biodiversité dans la région Europe et Asie centrale. L'intégration de systèmes agroécologiques diversifiés peut contribuer de façon significative à 11 des 20 Objectifs d'Aichi.
8. La **Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification** et son processus de définition des objectifs pour évaluer la neutralité de la dégradation des terres constituent un cadre pour enrayer et inverser la dégradation des terres.
9. Le **Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030**¹² reconnaît que l'État joue un rôle primordial dans la réduction des risques de catastrophe, mais que cette responsabilité devrait être partagée avec d'autres parties prenantes. Étant donné que le secteur agricole absorbe 23 pour cent des dommages et des pertes causés par les catastrophes dans les pays en développement¹³, il est important d'améliorer la résilience du secteur.

⁷ IPES-Food, 2016. «Les environnements alimentaires désignent les contextes, possibilités et conditions physiques, économiques, politiques et socioculturels collectifs qui orientent les choix des personnes en matière d'aliments et de boissons et ont une influence sur leur état nutritionnel.» Voir: International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES-Food) Policy Lab_2 - Orientation Paper: "Food Environments". 2016: http://www.ipesfood.org/images/Reports/Lab_2_-_Food_Env_-_Orientation_Paper_FINAL.pdf

⁸ FAO, 2018. <http://www.fao.org/news/story/en/item/1099567/icode/>

⁹ Commission européenne, 2017. https://ec.europa.eu/agriculture/future-cap_en

¹⁰ Commission européenne, 2017. L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture: https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/future-of-cap/future_of_food_and_farming_communication_en.pdf

¹¹ Convention sur la diversité biologique, 2011. <https://www.cbd.int/sp/targets/>

¹² UNISDR, 2018. <https://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework>

¹³ FAO, 2017. The impact of disasters on agriculture: Addressing the information gap <http://www.fao.org/3/a-i7279e.pdf>

10. Le **Partenariat européen pour les sols**¹⁴ et le **Partenariat eurasiatique sur les sols** (sous-régional) qui lui est associé ont été lancés en 2013 dans le but d'améliorer la gouvernance régionale de des sols, qui sont des ressources limitées, et de promouvoir une gestion durable de cette ressource.
11. Un certain nombre **d'initiatives économiques ou commerciales régionales** ont été mises en place pour stimuler la croissance, notamment l'initiative «Une ceinture, une route», l'Accord de libre-échange de la Communauté d'États indépendants, l'Union économique eurasienne, les accords de libre-échange approfondis et complets et les mesures visant à élargir l'Union européenne. Ces accords et initiatives devraient intensifier le processus d'intégration commerciale et économique et ouvrir de nouvelles perspectives aux pays de la région, mais ils pourraient aussi poser un certain nombre de défis et être une source de préoccupations¹⁵. Si la libéralisation du commerce a toujours eu pour but d'accroître le volume des échanges et de stimuler la croissance économique, elle doit désormais avoir également comme objectifs de favoriser l'essor de systèmes agricoles et alimentaires durables et de régimes alimentaires sains et de contribuer à la réalisation globale des ODD. Outre les accords commerciaux, l'Union européenne a pris ces dernières années toute une série d'engagements unilatéraux en faveur du développement durable et de la conciliation des objectifs du commerce et du développement¹⁶.
12. Le **nouveau Programme pour les villes** est le document final approuvé à la conférence Habitat III tenue à Quito (Équateur) en octobre 2016. Son but est d'aider un large éventail d'acteurs, d'États-nations, de maires et de responsables régionaux, de bailleurs de fonds internationaux pour le développement, de responsables de programmes de l'ONU et de la société civile à mener un certain nombre d'activités dans les domaines de l'urbanisation et du développement urbain au cours des 20 prochaines années¹⁷.

II. Contribution de l'agroécologie à la réalisation de plusieurs cibles et ODD

ODD	Cible	Description
1	1.1	D'ici 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier, qui est actuellement mesurée par le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour.
	1.2	D'ici à 2030, réduire au moins de moitié la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté dans toutes ses dimensions selon les définitions nationales
	1.4	D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance

¹⁴FAO, 2013. <http://www.fao.org/global-soil-partnership/regional-partnerships/europe/en/>

¹⁵ FAO 2017. Review of Agricultural Trade Policies in post-Soviet countries 2015-2016 <http://www.fao.org/3/a-i8083e.pdf>

¹⁶ Commission européenne, 2017. La cohérence des politiques pour le développement est désormais mentionnée à l'article 208, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. https://ec.europa.eu/europeaid/policies/policy-coherence-development_en

¹⁷ONU, 2017. Nouveau Programme pour les villes. <http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-English-With-Index-1.pdf>

	1.5	D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental
2	2.1	D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
	2.2	D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées
	2.3	D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs agroalimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles
	2.4	D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent la capacité d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols
	2.5	D'ici à 2020, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale
3	3.2	D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus
	3.4	D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être
	3.9	D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol
6	6.3	D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau à l'échelle mondiale
	6.4	D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des prélèvements et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau

	6.5	D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient
	6.6	D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs
8	8.1	Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 pour cent dans les pays les moins avancés
	8.2	Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre
	8.3	Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers
	8.4	Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme prévu dans le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et à la production durables, les pays développés montrant l'exemple en la matière
	8.5	D'ici à 2030, atteindre un niveau de plein emploi productif et de travail décent pour tous les hommes et toutes les femmes, y compris pour les jeunes et les personnes handicapées, et un niveau de salaire égal pour un travail d'égale valeur
	8.6	D'ici à 2020, réduire nettement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation
	8.8	Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire
	8.9	D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux
11	11.4	Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial
12	12.1	Mettre en œuvre le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et la production durables avec la participation de tous les pays, les pays développés montrant l'exemple en la matière, compte tenu du degré de développement et des capacités des pays en développement
	12.2	D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles
	12.3	D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant, au niveau de la distribution comme de la consommation, et diminuer les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte
	12.4	D'ici à 2020, parvenir à une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire nettement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement

	12.5	D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation
	12.7	Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales
13	13.1	Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat
	13.2	Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales
	13.3	Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide
14	14.1	D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments
15	15.1	D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.
	15.2	D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître nettement le boisement et le reboisement au niveau mondial.
	15.3	D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols.
	15.4	D'ici à 2030, assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable
	15.5	Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction
	15.6	Partager, de manière juste et équitable, les bénéfices découlant de l'utilisation des ressources génétiques et promouvoir un accès approprié à celles-ci
	15.9	D'ici à 2020, intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité

III. Quelques exemples de la diversité des initiatives agroécologiques dans la région Europe et Asie centrale

On trouvera ci-dessous quelques exemples d'aspects particuliers de l'agroécologie illustrant la diversité des initiatives en cours dans la région Europe et Asie centrale. D'autres informations figurent dans le Rapport du Colloque régional sur l'agroécologie au service d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale¹⁸.

1. Dans le cadre de l'Initiative régionale 3, la FAO accorde, au **Kirghizistan**, une attention particulière au développement des zones montagneuses en apportant un appui ciblé au secteur forestier et aux petits exploitants agricoles afin qu'ils adoptent des approches agroécologiques intégrées pour produire des végétaux riches en nutriments en préservant les zones forestières et en augmentant leurs superficies.
2. L'Association pour l'agriculture biologique hongroise (**Hongrie**) s'occupe de la gestion agroécologique des mauvaises herbes pour les agriculteurs biologiques. Les pratiques agronomiques et les décisions de gestion peuvent avoir une incidence significative sur le type et le nombre de mauvaises herbes dans une exploitation agricole.
3. L'ONG «Farmers' House of Georgia» (**Géorgie**) a mis à l'essai un dispositif innovant. Il s'agit d'une mini-usine de production d'humus biologique qui traite des déchets organiques locaux (fumier de divers animaux, déchets alimentaires, papier, etc.) en utilisant des vers de terre (*Eisenia foetida*). Cette production est localisée dans trois villages des régions de Kakheti et de Kartli.
4. La Biovision Foundation (**Suisse**) collabore avec des experts de renom dans le cadre d'un projet commandité par l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation et intitulé «Beacons of Hope» (Rayons d'espoir). Le projet consiste à présenter les approches communes de diverses initiatives représentatives qui facilitent la transition vers des systèmes alimentaires plus durables de façon globale en tenant compte de toutes les dimensions de la durabilité. Ces initiatives peuvent être des projets d'organisations non gouvernementales (ONG), mais aussi des politiques gouvernementales ou des initiatives du secteur privé.
5. En **Finlande**, la symbiose agroécologique est un système de production alimentaire et énergétique fondé sur la coopération entre producteurs et transformateurs d'aliments. La bioénergie est produite dans l'exploitation en utilisant les biomasses de déchets provenant d'une production et d'une transformation (re)localisées.
6. La **République de Moldova** fait directement référence à l'agroécologie et aux zones agroécologiques dans les informations qui sont utilisées au stade initial de la planification de l'adaptation (tendances, impacts et vulnérabilités des changements climatiques) dans les contributions déterminées au niveau national.
7. En **Arménie**, l'ONG arménienne Women for Health and Healthy Environment a activement encouragé l'agriculture non chimique dans différentes régions d'Arménie et organisé de vastes campagnes de sensibilisation ainsi que des démonstrations pratiques dans les domaines des «alternatives aux pesticides»

¹⁸ FAO 2016. Rapport du Colloque régional sur l'agroécologie au service d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale. <http://www.fao.org/3/a-i7604e.pdf>

et de la fertilisation organique. Plus de 5 000 agriculteurs ont été formés, et plus de 100 parcelles et vergers expérimentaux ont été créés pour appliquer des méthodes et des approches agroécologiques.

8. **La France** a réalisé un projet national d'agroécologie en 2012 et introduit cette thématique dans une loi en 2014. Sur le territoire national, la superficie consacrée à l'agriculture biologique a augmenté de 50 pour cent entre 2012 et 2016¹⁹.
9. En **Turquie**, le Centre de conservation de la nature²⁰ met au point des approches axées sur les services écosystémiques pour renforcer la capacité d'adaptation de la production agricole. Les projets consistent à mettre en œuvre des pratiques agroécologiques sur le terrain et à élaborer des mécanismes d'échange de savoirs entre agriculteurs ainsi que des outils de diffusion.
10. En **Italie**, la superficie consacrée à l'agriculture biologique a atteint 14 pour cent en 2017. Il existe également des bio-districts, qui sont des approches innovantes en faveur d'un développement territorial durable, intégré et participatif qui tient compte des dimensions environnementale, sociale et économique. Les bio-districts encouragent la conception participative du paysage et adoptent des approches agroécologiques sur le terrain. Ils permettent de créer des marchés locaux équitables, d'améliorer l'accès des jeunes générations aux terres, de simplifier les systèmes de certification biologique pour les producteurs et de renforcer la sensibilisation à l'environnement et les traditions locales.
11. En **Ouzbékistan**, le Centre d'appui aux agriculteurs et à l'entrepreneuriat a lancé un programme d'adaptation agroécologique dans les conditions arides de la région sud de la mer d'Aral pour faire face aux changements climatiques et à la pénurie d'eau.
12. La Déclaration européenne sur l'agriculture soutenue par la communauté²¹ accorde une place importante à l'agroécologie. Cette forme d'agriculture met les consommateurs en relation avec les producteurs alimentaires, tant au niveau de la production que de la commercialisation des produits, grâce à un engagement de la communauté dans toute l'Europe.

¹⁹ EUROSTAT, 2018. [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:F1a_Total_organic_area,_2012_and_2016_(1000_ha).png)

[explained/index.php/File:F1a_Total_organic_area,_2012_and_2016_\(1000_ha\).png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:F1a_Total_organic_area,_2012_and_2016_(1000_ha).png)

²⁰ The Nature Conservation Centre, 2018. <http://www.dkm.org.tr/projeler/45/turkey's-butterflies>

²¹ Urgenci, 2016. http://urgenci.net/wp-content/uploads/2016/09/European-CSA-Declaration_final-1.pdf